



---

## BILAN DE LA RÉFORME

---

Avis présenté au  
Conseil supérieur de l'éducation

par la

Fédération nationale des enseignantes  
et des enseignants du Québec (CSN)

dans le cadre de la consultation sur :

***Les réformes du curriculum et des programmes,  
quinze ans après les États généraux sur l'éducation***

(Octobre 2013)



### ***Notes liminaires***

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) a été fondée en 1969. Elle compte actuellement 91 syndicats qui représentent les enseignantes et les enseignants de 46 cégeps, de 35 établissements d'enseignement privés et des personnes chargées de cours de dix établissements universitaires, soit au total, près de 33 000 membres.

Par sa composition, la FNEEQ couvre tous les niveaux d'enseignement, du primaire aux études universitaires, partagés entre le secteur public et le secteur privé de l'éducation. Elle est, par ailleurs, l'organisation syndicale la plus représentative de l'enseignement supérieur.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction.....</b>	<b>7</b>
<b>La réflexion de la FNEEQ sur la réforme au secondaire.....</b>	<b>9</b>
<b>Bilan de la FNEEQ sur la réforme.....</b>	<b>11</b>
<b>1. Les fondements de la réforme de l'éducation .....</b>	<b>12</b>
<b>2. Les réformes du curriculum et du programme au secondaire .....</b>	<b>15</b>
<i>2.1 Les modifications au curriculum et au programme .....</i>	<i>15</i>
<b>Cours de mathématiques .....</b>	<b>15</b>
<b>Cours d'histoire.....</b>	<b>16</b>
<b>Cours de sciences .....</b>	<b>17</b>
<b>Crédits en éducation physique/éthique et culture religieuse.....</b>	<b>17</b>
<i>2.2. La mise en œuvre des trois phases du programme .....</i>	<i>18</i>
<b>La consultation .....</b>	<b>18</b>
<b>Le matériel pédagogique .....</b>	<b>18</b>
<b>La phase d'expérimentation.....</b>	<b>19</b>
<b>La formation des maîtres.....</b>	<b>19</b>
<b>Le financement .....</b>	<b>20</b>
<i>2.3 L'évaluation des apprentissages.....</i>	<i>20</i>
<b>3. Perspectives d'avenir .....</b>	<b>21</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>23</b>



## **Introduction**

Le Conseil supérieur de l'éducation a lancé une invitation, en septembre dernier, à des acteurs du milieu pour faire le point sur « les réformes du curriculum et des programmes d'études du primaire et du secondaire ». La FNEEQ considère que cette consultation est devenue aujourd'hui essentielle, voire urgente, non seulement en raison des quinze années qui nous séparent des États généraux sur l'éducation, mais aussi parce que nous constatons que le système d'éducation public se détériore année après année par manque de financement.

La réforme de l'éducation a beaucoup intéressé la FNEEQ dès le moment où elle a été lancée. Au premier chef, elle touchait les quelque 2000 enseignantes et enseignants des syndicats d'écoles primaires et secondaires issus de notre regroupement d'établissements d'enseignement privés. Les membres de syndicats au niveau collégial ont, quant à eux, vécu l'implantation d'une réforme en 1994 qui se basait sur certains principes communs, tels l'approche par compétences. Quant aux personnes chargées de cours dans les universités, elles se sont aussi intéressées de près à ces changements, car un certain nombre d'entre elles enseignent dans les facultés des sciences de l'éducation, tandis que d'autres participent à la formation des maîtres ou à l'encadrement des stages en milieu scolaire. Dans les faits, la réforme constitue l'un des sujets les plus discutés dans nos instances syndicales depuis la fin des années 1990. Comme notre fédération regroupe peu de syndicats du niveau primaire, nous avons décidé de concentrer notre réflexion uniquement sur les effets de la réforme au niveau secondaire.

La FNEEQ a eu à se prononcer à plusieurs reprises sur la réforme. Elle l'a fait d'abord avant son implantation au secondaire et l'a jugée avec une certaine réserve. Il semblait y avoir un important hiatus entre ses fondements et les applications pédagogiques visant à la mettre en place. Si nous étions entièrement d'accord, entre autres, avec les objectifs de rendre l'école plus accessible, de favoriser la réussite du plus grand nombre, d'accorder une place privilégiée à l'intégration des savoirs, de développer le principe de citoyenneté chez les jeunes, nous exprimions des inquiétudes à l'égard de plusieurs aspects de son implantation. L'approche par compétences, imposée par le ministère de l'Éducation, découlait, selon nous, d'une vision utilitariste de l'éducation. Les principes

socio-constructivistes, sur lesquels se basait la pédagogie de la réforme, menaient à un relativisme cognitif et à une conception subjective des apprentissages et reléguèrent les savoirs au deuxième plan. La FNEEQ déplorait aussi le peu de consultations qui avaient eu cours auprès des enseignantes et des enseignants qui se sentaient écartés de cette réforme tout en étant obligés de l'instaurer.

L'application de la réforme au secondaire a confirmé ces inquiétudes : nos membres jugeaient qu'ils y avaient mal été préparés, que leur tâche était considérablement augmentée, que l'évaluation des apprentissages était devenue particulièrement difficile et compliquée (entre autres avec la notion de « compétences transversales »), et que la pédagogie par projet ne profitait pas aux élèves les plus faibles, malgré que c'était là un des objectifs de la réforme.

Le MELS a tenu compte de ces diverses critiques et, au printemps 2011, a transformé considérablement la réforme par ce qu'il est convenu d'appeler la « réforme de la réforme ». Nos membres des écoles secondaires nous ont semblé satisfaits des diverses modifications qui ont eu cours. Mais plusieurs irritants demeurent, notamment dans le curriculum. Certaines des critiques formulées découlent de la réforme en tant que telle, mais d'autres font part de malaises reliés à des facteurs externes. Afin de voir à améliorer l'enseignement au secondaire, il nous a paru important de faire part de l'ensemble de ces commentaires.

Dans ce mémoire, la FNEEQ répond à l'invitation du Conseil supérieur de l'éducation en retraçant d'abord les grandes étapes de sa réflexion sur la réforme au secondaire. La seconde partie est consacrée aux thèmes proposés dans le document d'orientation et d'information que nous avons soumis à nos membres des trois regroupements dans le cadre de notre propre consultation. Seuls quatre des cinq thèmes seront traités dans ce mémoire, car nous ne comptons pas parmi nos rangs de syndicat qui soit touché par les réformes à l'éducation des adultes. Enfin, nous aborderons en conclusion les positions de la FNEEQ et nos recommandations.



---

## La réflexion de la FNEEQ sur la réforme au secondaire

Depuis les États généraux sur l'éducation et le lancement de la réforme, la FNEEQ a produit plusieurs documents sur le sujet :

- *La réforme à l'enseignement primaire et secondaire*, Rapport du comité école et société et du comité réforme du regroupement privé, décembre 2001.
- *La réforme de l'enseignement primaire et secondaire : finalités et dérives*, Comité école et société, décembre 2002.
- *Modification du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire*, Comité école et société, juin 2005.
- *Diversification de l'offre de formation au secondaire*, avis de la FNEEQ au Conseil supérieur de l'éducation, décembre 2005.
- *Réforme au secondaire. L'urgence d'un bilan d'étape*. Comité école et société, mai 2007.

Un article du comité école et société, intitulé ironiquement « Avancez en arrière ! », a aussi émis une opinion sur la « réforme de la réforme », favorable dans l'ensemble aux changements proposés.

Dans ces différents textes, la FNEEQ reste très cohérente. D'abord, elle s'inquiète des fondements théoriques de la réforme. Le MEQ n'a pas suffisamment consulté le milieu avant de mettre de l'avant la pédagogie socio-constructiviste, et ceux qui l'ont été « étaient tous de la même tendance<sup>1</sup> ». La réforme a été conçue sans véritable consensus. Le dénominateur commun des divers documents de la FNEEQ est une dénonciation de l'approche par compétences qui ne répond pas aux divers besoins de formation, qui demeure utilitariste, basée sur un savoir-faire plutôt que sur un véritable

---

<sup>1</sup> *Modification du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire*, Comité école et société, juin 2005.

apprentissage des connaissances. Ainsi, l'école a tendance à former des exécutantes et des exécutants, et non des personnes autonomes dotées d'un esprit critique.

La question du curriculum est régulièrement abordée. On craint au départ que la disparition de « petites matières » obligera des enseignantes et enseignants à suivre un perfectionnement disciplinaire. La diversification des parcours laisse présager un appauvrissement des matières de base. Ceci correspond une fois de plus à une vision utilitariste de l'enseignement, puisque cette diversification est trop axée sur les besoins du marché du travail. La FNEEQ critique la différenciation des voies dès la fin du premier cycle du secondaire et favorise à la place « une solide formation commune, la plus longue possible, essentielle pour former le futur citoyen<sup>2</sup>. »

Le sujet est cependant négligé dans *Réforme au secondaire. L'urgence d'un bilan d'étape*. Les problèmes reliés à l'application de la réforme sont si nombreux qu'ils captent la plus grande attention. Ces problèmes sont de deux types :

- D'abord, ils sont reliés à l'application même de la réforme : mauvaise préparation des enseignantes et des enseignants, absence d'outils appropriés et de matériel pédagogique, absence de libérations qui auraient permis de mieux comprendre les objectifs de la réforme.
- D'autres sont reliés aux choix pédagogiques liés à la réforme : l'approche par projet nuit aux élèves faibles ; il est plus difficile d'approfondir les concepts clé dans les matières de base ; le partage aléatoire des matières cause des difficultés aux élèves qui changent d'école ; l'accent n'est pas assez mis sur les connaissances ; les bulletins sont fastidieux à remplir et les compétences transversales très difficiles à évaluer.

La « réforme de la réforme » a cependant bien répondu à la plupart de ces critiques. Peu de plaintes nous sont parvenues de nos membres et de nos syndicats. Les enseignantes et les enseignants ont apprécié la diversification proposée des méthodes pédagogiques,

---

<sup>2</sup> *Diversification de l'offre de formation au secondaire*, avis de la FNEEQ au Conseil supérieur de l'éducation, décembre 2005.

la définition plus claire des objectifs et des contenus de cours, le nouveau bulletin plus facile à remplir. Si bien que la FNEEQ n'avait pas jugé bon de revenir sur la question. Mais après sept années d'application au secondaire, divers problèmes sont apparus et il nous semble maintenant tout à fait approprié de faire un bilan.

### **Bilan de la FNEEQ sur la réforme**

Que faut-il retenir de la réforme de l'enseignement depuis les années 2000 ? À première vue, sa mise en œuvre a été marquée par un grand nombre de difficultés qu'il est important de rappeler : confusion conceptuelle, phase d'expérimentation particulièrement éprouvante pour les enseignantes et les enseignants des écoles ciblées, réécriture du programme par le ministère de l'Éducation, manuels scolaires rédigés en toute hâte, reports de la date d'implantation, contestation des syndicats du secteur public, clivage idéologique entre spécialistes relayé par les médias, modifications quasi annuelles du curriculum du secondaire, récent constat d'échec de la réforme dressé par des chercheurs universitaires<sup>3</sup>... Bien qu'incomplète, cette liste de difficultés est déjà longue et l'on peut en déduire que le milieu de l'enseignement en porte des traces.

Pour faire le point sur le sujet, notre consultation et notre réflexion ont été guidées par quatre thèmes proposés par le Conseil supérieur de l'éducation. La réalité à laquelle nous avons été confrontés se révèle complexe et très diverse. Nous avons constaté que la réforme prend un visage bien différent en fonction de l'établissement où l'on travaille, de la matière que l'on enseigne et aussi de l'année où l'on a dû l'appliquer. Les réflexions qui suivent constituent une synthèse des échanges que nous avons eus avec nos membres au cours des dernières semaines. Elles sont aussi en lien avec nos positions établies au cours des dernières années. Nous croyons qu'elles dressent un portrait représentatif de l'implantation de la réforme au secondaire dans le milieu des collèges privés au Québec et, par extension, du milieu scolaire québécois.

---

<sup>3</sup> Daphnée Dion-Viens, « Des études confirment l'opinion des profs : la réforme a échoué », *Le Soleil*, 20 mars 2013 ; Brigitte Breton, « Un échec collectif », *Le Soleil*, 23 mars 2013.

## 1. Les fondements de la réforme de l'éducation

Nous croyons que les huit fondements de la réforme<sup>4</sup>, qui sont le fruit des États généraux de l'éducation, sont porteurs d'un projet de société auquel la FNEEQ adhère pleinement. Ils tiennent compte de la personne qui enseigne et de la personne qui apprend dans une perspective de formation continue, et ce, dès la première année du primaire. Ils associent étroitement l'école et la communauté pour faire en sorte que toutes leurs ressources soient mobilisées afin de rendre accessible l'éducation et qu'elle mène à la réussite. Enfin, ils donnent un sens accru à l'apprentissage à travers les liens qu'il tisse avec une variété de réalités concrètes (sociale, technologique, citoyenne, etc.) et accordent un rôle actif aux élèves en favorisant l'émergence de leur esprit critique.

De manière générale, les enseignantes et les enseignants que nous avons rencontrés considèrent que les huit fondements à l'origine de la réforme de l'enseignement au niveau secondaire suscitent l'adhésion de leur milieu et sont encore valables et pertinents aujourd'hui. Toutefois, ils estiment important de souligner que ces valeurs et fondements ne sont pas entièrement nouveaux, ils existaient avant ce qu'on a appelé le renouveau. Par exemple, les enseignantes et les enseignants avaient déjà le souci de la réussite du plus grand nombre avant la réforme, ils cherchaient aussi à former des citoyens autonomes et sensibles à leur environnement. Aux yeux de plusieurs, ce qui caractérise la réforme, ce n'est pas tant ses fondements, mais la manière, la forme qui, elle, a permis d'atteindre ou de réaliser ces objectifs.

S'il est vrai que les fondements de la réforme sont encore pertinents et souhaitables, on ne peut pas dire que la réussite du plus grand nombre est un objectif pleinement atteint. Les indicateurs de persévérance scolaire, de réussite des garçons et de diplomation ne montrent pas de changements significatifs en lien avec le renouveau

---

<sup>4</sup> Les huit fondements de la réforme identifiés dans le document d'information et de consultation du Conseil supérieur de l'éducation sont les suivants : l'éducabilité de tous les enfants, la réussite du plus grand nombre, la place des savoirs dans l'organisation matérielle et sociale de nos collectivités, l'école obligatoire doit préparer les élèves à la formation continue, le pouvoir de décision doit se rapprocher du palier local, les parents et la communauté sont les partenaires de la réussite, l'école doit préparer les jeunes à devenir des citoyens à part entière et prévenir l'exclusion, l'école doit prendre le virage technologique.

pédagogique. Les enseignantes et les enseignants font le même constat sur le terrain. Certains ont affirmé en revanche que lorsque le Ministère a aboli les cycles de deux ans, il avait abandonné l'idée la plus porteuse de la réforme et la plus susceptible de favoriser la réussite des jeunes en difficulté. Consolider l'apprentissage sur une période de deux années constituait une idée intéressante, mais, en pratique, plusieurs obstacles en ont montré les limites, ne serait-ce que le roulement du personnel enseignant qui perturbe le fonctionnement de ce cycle. Sans revenir en arrière et sans l'imposer à tous, il faudrait peut-être réfléchir à cette formule dans une perspective d'application plus ciblée.

Par ailleurs, nous croyons que l'implication des parents dans les structures de l'école était non seulement souhaitable mais nécessaire. Nous croyons aussi que le rôle des parents ne se limite pas à la sphère administrative, il devrait prendre de l'ampleur dans une perspective pédagogique afin que les parents deviennent de véritables partenaires de la réussite éducative de leur enfant. Paradoxalement, la réforme est responsable d'une fracture dans la communication entre les enfants et leurs parents en ce qui a trait aux apprentissages. La réforme est fondée sur des parcours scolaires totalement différents de ceux que les parents ont eux-mêmes suivis au secondaire. De surcroît, certains contenus ont été renommés, certaines disciplines ont disparu du curriculum. Pour illustrer ce déficit communicationnel, il suffit de prendre l'exemple concret du remplacement du terme « règle de trois » par « calcul croisé ». Encore aujourd'hui, la lecture du bulletin, malgré les améliorations apportées au cours des dernières années, s'avère un exercice de déchiffrement difficile qui plonge plus d'une famille dans le désarroi. En fin de compte, les parents et les grands-parents ne disposent plus du langage commun qui fondait la culture identitaire et commune pour soutenir l'enfant et s'impliquer comme ils le souhaiteraient dans les « affaires de l'école ». Si la « réforme de la réforme » a atténué certaines difficultés en réintroduisant le bulletin chiffré, des efforts pour que les parents puissent continuer à soutenir leur enfant devraient être mis de l'avant.

S'il est clair qu'au tournant des années 2000, la réforme devait conduire l'école à prendre un véritable virage technologique, nous sommes d'avis que la poursuite de cet objectif pourrait créer des dérives importantes. Personne ne remet en doute la

---

pertinence de former adéquatement les jeunes pour qu'ils développent des connaissances en technologie informatique qui leur seront utiles dans leurs études supérieures et dans la société. Nous nous inquiétons plutôt de la popularité des outils informatiques, tels que les tableaux blancs interactifs et les tablettes électroniques, qui contribuent à une forme d'asservissement et trahissent l'objectif premier de la réforme. Depuis quinze ans, de nombreux chercheurs ont étudié ce phénomène et rien encore ne prouve que le recours aux technologies conduise véritablement à la réussite scolaire. Au contraire, une étude présentée dans *Le Devoir*<sup>5</sup> montrait que ce sont les adultes, et non les jeunes, qui bénéficient des effets positifs de l'enseignement multimédia. D'autre part, certains chercheurs documentent un phénomène inquiétant de dépendance et d'aliénation technologique. Dans les faits, on sait qu'un nombre croissant de collèves privés imposent l'achat d'un *iPad* aux parents dès la première secondaire. Dans le réseau public, qui ne se souvient de la saga des tableaux blancs interactifs qui se sont imposés dans les classes? Ce que nous déplorons, c'est, en premier lieu, le manque de formation des enseignantes et des enseignants à qui l'on impose, du jour au lendemain, le plus souvent sans consultation, des outils dont ils doivent absolument tirer profit dans leurs cours. Ensuite, on observe à bien des endroits que le soutien technique n'accompagne pas les innovations, laissant le corps enseignant à lui-même pour régler les problèmes. Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que cette contrainte alourdit considérablement la tâche enseignante. La FNEEQ est aussi d'avis que cette « surtechnologisation » des écoles confirme une tendance inquiétante qui consiste à rapprocher l'école de la logique de consommation. Si donc le souhait est d'inscrire notre système d'éducation dans un véritable virage technologique, que l'on munisse l'ensemble du matériel utilisé de programmes libres de droits qui permettent aux élèves de partager des informations librement, tout en dégageant des sommes d'argent qui pourraient financer des projets pédagogiques novateurs.

Quinze ans après leur mise en place, la FNEEQ croit que les huit orientations de la réforme ont encore toute leur pertinence en 2013. Les enseignantes et les enseignants ont exprimé le besoin de les mettre en valeur pour qu'elles gardent leur actualité. Il

---

<sup>5</sup><http://www.ledevoir.com/societe/education/360990/technologie-a-l-ecole-les-etudiants-sont-moins-enthousiastes-que-leurs-professeurs>

revient au ministère de l'Éducation de faire en sorte que ces orientations guident les actions de toutes les instances du milieu de l'enseignement. Or il nous semble clair que, parmi tous les fondements de la réforme, « la réussite du plus grand nombre » est l'objectif le plus difficile à atteindre et celui qui doit faire l'objet de la plus grande attention. Les compressions financières des dernières années imposées au milieu de l'éducation par le gouvernement libéral et le gouvernement péquiste constituent l'une des plus grandes menaces à cette réussite pour tous. À cet égard, les médias ont rapporté cet automne que des commissions scolaires avaient dû réduire les services professionnels offerts aux élèves à besoins particuliers (EHDAA), les plus vulnérables du système scolaire. La FNEEQ réclame depuis longtemps que l'on redonne à l'école les moyens financiers de remplir ses mandats.

## **2. Les réformes du curriculum et du programme au secondaire**

### **2.1 Les modifications au curriculum et au programme**

Les modifications apportées depuis les dernières années au curriculum et au programme ont alimenté un très grand nombre de commentaires chez nos membres. Les enseignantes et les enseignants sont à même, dans leur pratique, de mesurer l'impact de ces changements dans leur milieu. Certains aspects du contenu de la grille-matières au secondaire ont été critiqués par nos membres.

#### **Cours de mathématiques**

L'un des problèmes fréquemment évoqué concerne les parcours en mathématiques des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire. L'introduction des nouveaux cours CST, TS et SN<sup>6</sup> offre aux élèves un programme moins souple qu'auparavant en plus de poser des défis importants aux écoles et aux enseignants. On déplore la disparition d'une voie « intermédiaire » pour l'apprentissage des mathématiques, car, dans ce nouveau programme, les cours TS et SN sont aussi exigeants l'un que l'autre et ouvrent exactement les mêmes portes au collégial. En outre, il est plus difficile qu'autrefois pour un élève de changer de séquence en cours de route. On souligne le fait que cette modification au programme de

---

<sup>6</sup> Il s'agit des cours Culture, société, technique (CST), Technico-science (TS) et Sciences naturelles (SN) qui remplacent les anciennes séquences de cours 416-426-436 / 514-526-536.

mathématiques entraîne une démotivation des élèves. De véritables drames humains se jouent dans nos écoles. À 16 ans, des jeunes doivent prendre des décisions déchirantes : soit limiter les choix de carrière qui s’offrent à eux ou bien s’engager dans un programme qui risque d’être trop exigeant pour eux.

### **Cours d’histoire**

Le cours d’histoire des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaire a constitué un autre objet de critique pour nos membres. Les problèmes liés à la répétition des contenus de ces deux années de cours sont déjà bien connus. En ce sens, nous accueillons favorablement la décision de la ministre Malavoy de revoir les contenus du cours d’histoire du second cycle, en revanche la FNEEQ est déçue que l’on ait confié la tâche principalement à deux universitaires qui consulteront les acteurs du milieu éducatif. Nous aurions souhaité que l’on réserve aux enseignantes et aux enseignants de cette discipline une place plus importante dans le processus décisionnel. La Ministre rate, encore une fois, l’occasion de tirer pleinement profit de leur expertise. Le personnel enseignant craint qu’on remplace le déséquilibre actuel des cours d’histoire par un contenu mal dosé. En effet, certains d’entre eux considèrent que la réforme a amené, non seulement en histoire mais dans beaucoup de matières, une trop grande quantité de matière à enseigner. Dans ce contexte, il est difficile de prendre le temps d’approfondir des notions avec les élèves quand on peine à couvrir un programme trop chargé. Nous estimons qu’un travail d’analyse détaillé de la situation devrait être effectué par le Ministère. Ce déséquilibre contribue à limiter l’autonomie nécessaire dont devraient jouir les enseignantes et les enseignants. Devant tant d’obligations, ils ne sont pas maîtres de leurs classes. En outre, au deuxième cycle, les épreuves terminales ajoutent de la pression : ce qui devient le plus important, c’est de passer « la matière à examen » au détriment d’un enseignement plus souple et enrichi. D’ailleurs, à ce sujet, des membres consultés estiment que des examens « prototypes » devraient circuler plus régulièrement dans les écoles. En effet, s’il faut se tenir loin d’un enseignement qui n’a pour seul but que se rendre conforme aux examens du ministère, il faut tout de même que le personnel enseignant s’assure de ne pas trop s’en éloigner. Or, certains nous rapportent que les exemples de ces examens ne circulent plus et estiment que le ministère de l’Éducation devrait revoir sa position.



### **Cours de sciences**

Par ailleurs, l'un des traits spécifiques de la réforme en sciences a été de proposer aux élèves le choix entre deux parcours en 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaire. Ces deux programmes devaient répondre à des styles d'apprentissage différents : dans le cours ATS (applications technologiques et scientifiques), le volet pratique domine, tandis que dans le cours ST (science et technologie), c'est plutôt le volet théorique. En premier lieu, la FNEEQ tient à souligner que plusieurs spécialistes, dont Normand Baillargeon<sup>7</sup>, ont émis des doutes au sujet des fondements psychologiques de la différenciation des modes d'apprentissage qui ont mené à cette modification. Nous tenons aussi à attirer l'attention sur le fait que ce ne sont pas toutes les écoles qui ont été en mesure d'offrir les deux parcours. À beaucoup d'endroits, tant dans le réseau public que privé, une seule option est offerte, à savoir le cours ST qui nécessite moins d'investissements matériels. Les petites commissions scolaires, ou les commissions scolaires issues de communautés moins fortunées, ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour offrir les deux options parallèlement. Bien que la réforme devait viser l'égalité des chances pour tous, elle a échoué dans ce domaine en favorisant les élèves qui proviennent d'écoles où les ressources sont plus importantes et qui leur offrent plus de possibilités.

### **Crédits en éducation physique/éthique et culture religieuse**

Finalement, en ce qui a trait à la grille-matières, nos membres ont signalé qu'il faut corriger l'aberration qui fait en sorte qu'en fin de parcours, l'élève doive ou bien réussir le cours d'éducation physique, ou bien le cours d'éthique et de culture religieuse, pour obtenir les crédits dont il a besoin pour obtenir son diplôme d'études secondaires. Nous y voyons là un mépris à la fois de la santé du corps et de la santé de l'esprit. Il serait plus logique que la réussite des deux cours soit obligatoire.

---

<sup>7</sup><http://voir.ca/normand-baillargeon/2013/01/26/legendes-pedagogiques-ouvrage-en-preparation-pour-commentaires/>

## 2.2. La mise en œuvre des trois phases du programme

Les membres de la FNEEQ sont unanimes pour dénoncer la précipitation injustifiée avec laquelle la réforme s'est implantée dans le milieu scolaire. À nos yeux, le ministère de l'Éducation a commis, à plusieurs reprises au cours des années, de mauvais calculs et des erreurs de jugement dont les conséquences sont encore visibles aujourd'hui.

### La consultation

Tout d'abord, le fait d'avoir peu impliqué le corps enseignant dans la mise en œuvre du programme a entraîné des confrontations, notamment avec les syndicats qui le représentent, une résistance au changement dans un grand nombre de milieux et une mauvaise compréhension des visées de la réforme. Pourtant, les enseignantes et les enseignants ont maintes fois signalé qu'ils se sentaient exclus de cet exercice. Il en résulte une application inégale de la réforme entre les écoles et entre les enseignantes et les enseignants. Certains ont intégré les modifications à leur enseignement, tandis que d'autres se sont réfugiés dans les modèles qui leur étaient familiers. Des spécialistes, comme Régine Pierre, de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, ont d'ailleurs qualifié cet exercice de « réforme de papier<sup>8</sup> ». Chose certaine, il en résulte que les membres que nous avons consultés exprimaient au mieux de l'indifférence face à la réforme, au pire, ils avouaient avoir développé un cynisme généralisé à l'égard de tout ce qui provient du Ministère.

### Le matériel pédagogique

Les maisons d'édition ont eu trop peu de temps pour produire le matériel nécessaire. Certains de nos membres, ayant fait partie de comités de révision, en gardent un bien mauvais souvenir, car leurs commentaires n'étaient jamais retenus. L'un d'eux se rappelle avec consternation qu'à la veille de la publication d'un manuel d'histoire, les éditeurs et les professionnels de l'éducation s'étaient rendu compte qu'ils ne saisissaient pas de la même manière la notion de compétences!

---

<sup>8</sup> Régine Pierre, « L'évaluation de la réforme... Quelle réforme? », Options CSQ, Hors-série no 1, 2006.

### **La phase d'expérimentation**

Au moins deux de nos collègues ont fait partie des écoles pilotes de la réforme. Là encore, le récit de cette période ravive des sentiments de frustration et de profonde insatisfaction. On nous a raconté que la phase expérimentale s'est déroulée chez eux dans la plus grande improvisation, sans matériel pédagogique, sans véritable soutien. Dans l'un des deux cas, les enseignantes et enseignants ont vécu des difficultés telles qu'elles ont alimenté chez eux une opposition collective à l'égard de la réforme pendant de nombreuses années.

### **La formation des maîtres**

La FNEEQ croit également que pour faire un véritable bilan de la réforme, il faut aussi regarder du côté de la formation des maîtres. Certains de nos membres, chargés de cours en sciences de l'éducation, ont rappelé que les universités n'ont été approchées qu'en 2002 alors que la réforme était déjà bien amorcée sur le terrain. Ce décalage ainsi que la guerre des approches pédagogiques à laquelle se sont livrés les théoriciens ont créé de la confusion et une opposition dans les rangs de ceux qui forment la relève enseignante. Au sujet de l'accès à la profession enseignante, la FNEEQ a déjà exprimé son désir de voir s'assouplir les règles d'obtention du brevet pour les détenteurs de baccalauréat spécialisé. Non seulement on rate ainsi l'occasion d'attirer dans le domaine de l'éducation des candidats supplémentaires, mais aussi on pourrait bénéficier de leur expertise disciplinaire. Plusieurs observent et déplorent le manque de formation des maîtres dans toutes les disciplines, mais particulièrement en sciences. La FNEEQ partage les recommandations du récent avis du Conseil supérieur de l'éducation sur *L'enseignement de la science et de la technologie au primaire et au premier cycle du secondaire*<sup>9</sup>. Il est nécessaire d'améliorer la formation initiale et la formation continue des maîtres. La situation nous semble même plus urgente au second cycle du secondaire où il n'est pas rare qu'on se limite aux expériences et instructions du manuel scolaire et qu'on se trouve pris au dépourvu dès qu'on a besoin d'approfondir la matière. De surcroît, le perfectionnement, lorsqu'il est offert, ne concerne le plus souvent que le volet pédagogique. En raison des limites du programme actuel, on forme davantage des

---

<sup>9</sup> <http://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0481.pdf>

---

« gestionnaires de classe » que de véritables spécialistes de matières. La FNEEQ accueille donc positivement la Politique nationale de recherche et d'innovation (PNRI) du MESRST qui vise l'enrichissement de la formation des maîtres en sciences et en mathématiques<sup>10</sup>.

### **Le financement**

Enfin, on peut ajouter que le financement en provenance du ministère de l'Éducation n'a pas été à la hauteur des changements qu'il souhaitait apporter dans le milieu. Il aurait fallu non seulement du temps, mais de l'argent pour s'assurer d'une appropriation optimale des fondements de la réforme et de ses implications pédagogiques. Au départ, le renouveau pédagogique que l'on souhaitait imposer était fondé sur un modèle théorique ajusté à la réalité d'une classe comptant de 15 à 20 élèves. Il était tout à fait illusoire de croire qu'il pouvait s'implanter dans les classes au secondaire au Québec, lesquelles en comptent plus d'une trentaine. La FNEEQ dénonce cette imposture institutionnelle qui impose des visées sans fournir au milieu de l'éducation les véritables moyens pour les atteindre.

### **2.3 L'évaluation des apprentissages**

Toutes nos consultations aboutissent au constat que l'évaluation constitue l'irritant majeur de la réforme. Plusieurs volets de l'évaluation ont fait l'objet d'une critique, à commencer par la Politique d'évaluation des apprentissages. On a souligné que l'approche par compétences, au départ, a imposé un cadre d'évaluation inutilement compliqué qui forçait les enseignantes et les enseignants à remplir une tâche particulièrement longue à réaliser sans qu'ils y trouvent de sens ni de satisfaction. Les changements apportés au cours des années (réduction du nombre de compétences à évaluer, réintroduction du bulletin chiffré) ont certainement amélioré l'exercice, mais il reste encore des améliorations à apporter.

---

<sup>10</sup> <http://www.mesrst.gouv.qc.ca/recherche-science-et-technologie/politique-nationale-de-la-recherche-et-de-linnovation-pnri/politique-nationale-de-la-recherche-et-de-linnovation-2014-2019-investir-dans-la-recherche-et-linnovation-cest-investir-dans-le-quebec/>

---

Dans certaines matières, il y aurait lieu de revoir la formulation des compétences et de leurs composantes. Par exemple, dans les arts plastiques, les attentes à l'égard des élèves ne sont pas réalistes, tout semble indiquer que si les enseignantes et enseignants appliquaient à la lettre les critères de compétences proposés, beaucoup d'élèves ne sauraient les rejoindre.

On ne peut passer sous silence l'évaluation des compétences transversales qui est rejetée en bloc par nos membres. On ne nie pas leur existence, ni même leur importance dans le cadre de la formation des élèves, mais on conteste le fait d'avoir à porter un jugement sur elles dans le cadre du bulletin. On formule des réserves importantes quant à l'utilité de cet exercice que l'on considère comme une perte de temps. Il est clair pour nos membres que le travail en équipe entre enseignants devrait être consacré à d'autres sujets que celui de mesurer exactement jusqu'à quel point chacun des élèves « s'est donné des méthodes de travail efficaces » ou a bien « mis en œuvre sa pensée créatrice ».

Par ailleurs, plusieurs estiment qu'il faudrait réviser la pondération des trois étapes du cours secondaire. En effet, la présente distribution<sup>11</sup> ne semble pas être la meilleure pour l'apprentissage dans toutes les matières. Elle ne favorise pas l'implication et l'évolution continues du jeune et comporte le risque important qu'il prenne moins au sérieux les deux premières étapes et attende à la troisième pour fournir des efforts. D'autre part, une telle pondération prédéterminée décide à la place des enseignantes et des enseignants du déroulement des activités d'évaluation. Conséquemment, on suggère de suivre la logique des matières et de faire en sorte que les équipes enseignantes soient consultées. Après tout, ce sont elles qui sont les plus à même de déterminer la progression des apprentissages et le poids de leurs évaluations.

### 3. Perspectives d'avenir

Outre les illustrations et les considérations très concrètes dont nous venons de faire la description dans les dernières pages, nos consultations ont mené à un certain nombre de constats plus généraux en lien avec l'avenir de la réforme. À cet égard, le Conseil

---

<sup>11</sup> C'est-à-dire que la première étape a une valeur de 20 %, la seconde, 20 % et la troisième, 60 %.

supérieur de l'éducation nous invite à en préciser les éléments qui doivent être conservés, révisés ou abandonnés.

D'une part, nous croyons que les fondements de la réforme, issus des États généraux de l'éducation, constituent encore aujourd'hui des orientations valables pour l'école au Québec. Encore faut-il les rendre actuels. Par exemple, depuis quelques années, le milieu scolaire fait face au défi d'intégration des élèves à besoins particuliers (EHDA). Des ressources ont été accordées dans le système public pour favoriser la réussite de ces élèves, mais elles pourraient être plus importantes et mieux ciblées. Il est à noter que ces ressources ne sont pas disponibles présentement pour les élèves qui fréquentent les écoles privées où leur nombre est également en forte croissance<sup>12</sup>. Il est clair que cette nouvelle réalité alourdit considérablement la tâche de nos membres qui ont besoin de soutien logistique et d'expertise professionnelle pour encadrer et favoriser la réussite de ces élèves.

D'autre part, dans les rangs de la FNEEQ, personne ne réclame une nouvelle réforme de l'éducation. Au contraire, une nouvelle réforme serait catastrophique pour la profession enseignante. Nous sommes d'avis qu'il faut conserver le programme actuel, tout en y apportant des améliorations. Nous sommes particulièrement soucieux de préserver l'autonomie du corps enseignant dans l'application des programmes d'études. La réforme a opéré un changement de culture dans le travail d'équipe des enseignantes et des enseignants qui nous semble bénéfique. Il faut miser davantage sur le partage d'informations et d'expertise. La formation initiale des maîtres devrait être enrichie d'une formation continue qui tienne compte aussi d'un enrichissement disciplinaire.

Il nous semble par ailleurs évident que la Politique d'évaluation des apprentissages et son application doivent être révisées et que certaines de ses composantes, telles que l'évaluation des compétences transversales, devraient être abandonnées. Le moment serait propice de procéder à la révision de l'ensemble du matériel pédagogique de concert avec les enseignantes et les enseignants.

---

<sup>12</sup> La situation varie d'un collège privé à l'autre, mais on compte dans l'ensemble entre 5 et 10 % des étudiants qui ont des besoins particuliers.

## Conclusion

La FNEEQ réclame depuis 2007 au gouvernement la mise en place des modalités nécessaires à une réflexion critique et complète sur la réforme :

- Qui fasse une place large, mais non exclusive, aux enseignantes et aux enseignants du primaire et du secondaire;
- Qui porte tant sur ses fondements que sur ses modalités d'application;
- Qui soit basée sur un bilan serré des résultats obtenus jusqu'ici;
- Qui témoigne d'une volonté politique d'apporter ensuite les correctifs qui s'imposent<sup>13</sup>.

À notre avis, le Conseil supérieur de l'éducation devrait, lui aussi, suggérer au ministère de l'Éducation de s'engager dans une démarche de réflexion globale et rigoureuse sur le système scolaire primaire et secondaire. Il est plus que temps, quinze ans après les États généraux, de faire le point sur la situation. D'ailleurs, il serait aussi profitable d'examiner les constats auxquels sont arrivés les pays engagés tout comme nous dans une réforme de leur système, nous pensons notamment à la Suisse. Ont-ils connu les mêmes obstacles ? Ont-ils obtenu les succès espérés ? Ont-ils modifié leur parcours ? Une enquête approfondie est nécessaire pour orienter les décisions qui seront prises dans les prochaines années.

À l'égard de la réforme de l'enseignement au secondaire, la FNEEQ a toujours adopté une position nuancée : si les orientations générales ont obtenu notre adhésion, nous avons toujours montré des réserves quant à la mise en œuvre. Nul ne désire revenir en arrière, il faut toutefois apporter des ajustements en étant à l'écoute de celles et ceux qui enseignent.

---

<sup>13</sup> Comité école et société, *Réforme au secondaire : l'urgence d'un bilan d'étape*, mai 2007, p.18.

Finalement, la FNEEQ croit qu'il est possible de renforcer la cohérence de l'ensemble du système d'éducation, et ce, de la maternelle au cours collégial. Il manque présentement des mécanismes d'échanges et de consultation entre les membres du corps enseignant des différents ordres d'enseignement.

Nous remercions les membres de la Commission d'avoir invité la FNEEQ à présenter ce mémoire et souhaitons en discuter plus longuement avec eux s'ils le désirent.